



Après la mort, il n'y a rien, et la mort elle-même n'est rien. Sénèque

semaine 50 - 2017
Du 11 au 17/12

Les egos chiffonnés n'auront pas de place dans la reconstruction de notre famille politique
Laurent Wauquiez

Laurent est capable d'adapter sa ligne. Ce n'est pas un idéologue mais un opportuniste.
Un parlementaire LR

Suivre une femme dans les rues, c'est de l'outrage sexiste
Marlène Schiappa, ministre

Il faut s'en méfier car il est très doué, très fort et il est prêt à tout. Il va instaurer un combat violent
Gérald Darmanin visant Laurent Wauquiez



tableau de Serge Labégorre



Le maire de Béziers, Robert Ménard (droite nationale), a lancé lundi 11/12 dans sa bonne ville une campagne d'affichage plutôt marrante en faveur du TGV à Béziers, dont le caractère jugé violent à l'égard des femmes a suscité une médiocre polémique.

Aux obsèques de Johnny Hallyday en l'église de la Madeleine, samedi 9/12, on a assisté à une étrange cérémonie. D'un côté tout le monde du showbiz, droits de l'hommiste, politiquement correct pour qui c'était l'endroit où il fallait être. De l'autre, la France profonde, celle des prolétaires, des petits bourgeois gaulois, des exclus de la République comme le dit Christophe Guilluy, où l'on cherchait en vain la trace de cette « diversité » avec laquelle on nous casse les c....

La famille de Johnny où les proches dit-on, n'ont pas souhaité que Marine Le Pen assiste aux obsèques de Johnny dans l'église de la Madeleine. « *Est-ce que cela s'adresse également à mes électeurs ? Car ils sont nombreux à faire partie du public qui a soutenu Hallyday tout le long de sa carrière* », réagit la patronne du FN.

Ayant assisté à l'hommage aux Invalides à Jean d'Ormesson, Marine Le Pen a tenu à rappeler que « *Johnny avait fait un spectacle à Fréjus à l'invitation de David Rachline* », le maire FN de la ville, en juillet 2016. Bref, les empaffés à l'intérieur, le Front national à l'extérieur. On en rigole encore.

En Corse, victoire de la coalition Pè a Corsica (autonomistes et indépendantistes) avec plus de 56% des voix et environ 48% d'abstention. En un peu plus de trois ans, les «natos» ont fait tomber la mairie de Bastia, conquis la région, arraché trois députations sur quatre et viennent de s'offrir sur un plateau la future collectivité unique. Bon, ok, et on fait quoi maintenant ?

Environ 500 djihadistes français se trouvent encore sur le théâtre syro-irakien, d'où ils auront du mal à revenir vers la France, a estimé le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drien. « *Ils seront faits prisonniers ou s'éparpilleront ailleurs* », a-t-il déclaré, ajoutant que « *le retour en France par leurs propres moyens est extrêmement difficile* ».

L'élection de M. Manuel Valls comme député de la 1ère circonscription de l'Essonne a été validée par le Conseil constitutionnel, qui a rejeté les requêtes déposées par Mme Farida Amrani, M. Ulysse Rabate (candidats de La France insoumise lors de ces élections législatives) et M. Gautier Alagnac (candidat sous l'étiquette "divers").

Un peu plus de 45 ans après la scission du Parti radical et la création, le 4 octobre 1972, du Mouvement des Radicaux de Gauche et en 1973, du Parti radical valoisien ces derniers ont décidé, le 9 décembre, jour anniversaire de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, de faire l'union, en créant le Mouvement Radical-social, libéral.

Johnny alias Wauquiez*

Cette tentative de récupération politique, qui a conduit la famille du chanteur à déclarer Marine Le Pen indésirable à la cérémonie alors qu'une partie de son électorat était dans les rues voisines et sur la place de la Concorde, n'a eu pour effet que de montrer l'attachement de cette France invisible, recueillie durant toute la cérémonie religieuse, aux racines chrétiennes de la nation. Ironie de l'histoire : jamais la croix n'a été si présente dans l'espace public qu'en ce 9 décembre, journée anniversaire de la loi de 1905.

C'est vers cette France populaire, que François Fillon n'avait su approcher, que Wauquiez doit aller s'il veut consolider sa frêle assise. L'échec cinglant de Maël de Calan (9,5%), parrainé par Alain Juppé, a démontré une fois de plus que les militants républicains ne voulaient plus entendre parler de la droite centriste et molle, qui persiste à ne rien comprendre des souffrances de la société. Cette partie-là de la droite ressemble trop au centrisme macronien pour ne pas le rejoindre. Le gros des abstentions vient de la nation périphérique : une classe moyenne qui a disparu depuis longtemps des radars des formations politiques traditionnelles. La prolophobie, qui habite la droite bien peignée, est un non-sens.

Ivan Rioufol, *Le Figaro*

(* le titre est de la rédaction)

Le Mouvement radical-social (MRS), libéral aura deux coprésidents : Les anciens ministres Sylvia Pinel, députée du Tarn-et-Garonne, présidente du PRG, et Laurent Hénart, maire de Nancy, président du Parti radical valoisien.

Mme Nathalie Delattre, sénatrice (RDSE) de la Gironde, secrétaire générale du Parti radical valoisien, et M. Guillaume Lacroix, premier vice-président du PRG, étant également membres de la direction.

Selon *Le Parisien*, Jean- Jacques Urvoas, garde des Sceaux (PS) entre janvier 2016 et mai dernier, est soupçonné d'avoir transmis au député Thierry Solère (ex-LR devenu LREM) une note de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) faisant la synthèse sur les investigations en cours le visant pour des soupçons de fraude fiscale. Par ailleurs Solère était en cheville avec un juge du pôle financier du TGI de Paris. République bananière qu'on vous dit !

Bon, alors ça a donné quoi le *One Planet Summit* du camarade Macron ou conférence sur le climat avec pléthore de chefs d'Etat et d'acteurs divers et variés du style Bill Gates ? Ben, pas grand-chose. Ah, si la Banque mondiale, co-organisatrice du sommet, qui a promis d'arrêter de financer, après 2019, l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz, sauf « *circonstances exceptionnelles* ».

LO où on rigole, c'est que les ONG ont dû se contenter d'un rôle de spectateur. Aucun espace dédié ne leur était réservé et, hors la projection d'un film réalisé par Avaaz, aucune possibilité d'intervention ne leur a été offerte dans cet emploi du temps contraint.

François Bayrou ne raconte pas que des bêtises. « Avec Laurent Wauquiez, on ne pense pas des choses contraires, explique le patron du MoDem. Lui pense que la droite doit être à droite et le centre au centre. C'est aussi mon cas. C'est exactement ce que j'avais dit au moment de la fondation de l'UMP, en 2002, quand j'avais expliqué que, " si on pensait tous la même chose, on ne pensait plus rien. »

Laurent Wauquiez dans le texte (*Parisien* 14/12) : « Les Etats-Unis ont mis en place une machine à broyer la concurrence et une machine à pomper, avec Internet, la valeur ajoutée de toute l'économie mondiale. Tout

cela remonte aux Etats-Unis via le Luxembourg ou l'Irlande sans que personne ne paie d'impôt.

En revanche, on assomme nos entreprises avec de la fiscalité. C'est fou. Je veux qu'on arrête d'être naïfs. Il faut créer un microclimat où on permet à nos entreprises de grandir, en leur assurant de manière prioritaire des commandes et des marchés publics. Ce qui suppose un changement complet d'approche par rapport au droit de la concurrence européen. »

Sortir du borbier subsahélien, tel était la but de la réunion au château de la Celle-Saint-Cloud, mercredi 13/12, en présence des chefs africains concernés, des représentants de l'Union européenne, des chefs de gouvernement belge, italien et la chancelière allemande, Angela Merkel qui a fait un saut.

Le plan financier a été partiellement bouclé avec la contribution à venir de l'Arabie saoudite, les Emirats, l'UE, et les Etats-Unis. Coût estimé pour mettre en place une force d'intervention contre Daech, toujours très actif, 250 millions € pour commencer puis 400 millions € par an à plein régime.

Il y a actuellement 4500 soldats français déployés sur la bande sahélienne – opération « Barkhane » - aux côtés des 12 000 casques bleus (Minusma). L'argent n'est pas le seul critère de réussite d'une telle opération. Il y a à craindre un reflux de djihadistes avec la fin de la guerre en Syrie et la recherche de nouveaux terrains de chasse.

Elysée

Emmanuel Macron a reçu à l'Elysée, mi-novembre, durant une heure, une personnalité de droite qu'il connaît bien et de longue date : Jean-François Copé ! « On a une relation personnelle », a expliqué Copé qui a rencontré Macron il y a plusieurs années dans un dîner de vacances. En fait, il voulait parler de sa commune, Meaux, exclue du tracé du Grand Paris.

Emmanuel Macron a été surpris par le communiqué du CRIF (le bazar des institutions juives de France) lui demandant de reconnaître, comme Donald Trump, Jérusalem comme capitale d'Israël. Niet. Macron restera sur la ligne des deux Etats : juif et palestinien.

Le Président devrait sacrifier à la tradition des vœux du 31 décembre. En revanche, contrairement à François Hollande et Nicolas Sarkozy, il ne consacrera pas son mois de janvier à enchaîner les cérémonies : celles-ci devraient être regroupées au début du mois. « *Il veut innover et réfléchir à des thèmes particuliers* », confie un proche.

Au cours de sa visite de travail en Algérie, le président français s'est promené dans les rues d'Alger où une foule l'a encerclé. Certains lui ont demandé en arabe de leur permettre de se rendre en France : « *Donnez-nous des visas, Monsieur Macron* ».

Petit dommage collatéral auquel on ne pense pas de prime abord : le parti du président, LREM, n'étant affilié à aucun des grands partis transnationaux et ne disposant que d'un seul élu au parlement européen, contraint Macron à privilégier les relations d'Etat à Etat.

Raison pour laquelle il entend modifier le mode de scrutin aux prochaines européennes (national et non plus régional), misant sur un débarquement massif d'eurodéputés en 2019 afin de bousculer les rapports de force sur le continent. T'as pigé Marcel ? – Oui chef !

Nemo, le clébard bâtard du président (griffon+labrador) « *c'est une vraie vedette, sourit un habitué du Château. Il reçoit plus de cadeaux que le président lui-même !* » Toutefois, ils ont dû le discipliner un peu, car il chiait partout.

Gouvernement

Clash entre le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, et les associations de lutte contre l'exclusion et pro-immigrés (Cimade, Emmaus, MSF, etc). Collomb veut procéder à des contrôles d'identité afin de virer les sans-papiers des centres d'hébergement au profit des SDF en situation régulière. Tant les places sont chères dans les centres.

Florence Parly, ministre de la Défense, tape du poing sur la table. Le taux de disponibilité de la flotte aéronautique tourne depuis cinq ans autour de 44%. Insuffisant estime la ministre. « *Mon sentiment est qu'on paie plus pour voler moins, ce qui n'est clairement pas satisfaisant* », estime la ministre.

Florence Parly souhaite donc placer le MCO Aéro sous la responsabilité du chef d'état-major des armées, lancer une « task force » au sein de la Direction générale de l'armement pour « repeigner » tous les contrats, et donner davantage de responsabilité à l'industriel fournisseur.

MCO aéronautique est le programme de maintien en condition opérationnelle du matériel aéronautique des armées. MCO aéro mobilise 16 000 personnes et représente 4 milliards € pour environ 1200 aéronefs de 45 types différents.

Couillonade. Des « unités laïcité » seront créées dans toutes les académies françaises pour pouvoir « intervenir sur le terrain » en cas d'atteinte à cette valeur, a annoncé le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer à la sortie du Conseil des ministres. En un mot, aider les profs à défendre la laïcité dans les situations où elle est contestée.

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, va se rendre en Albanie. Un déplacement important en matière de politique migratoire puisque les Albanais seront les premiers demandeurs d'asile en France en 2017. « *Sur les dix premiers mois de l'année, nous avons enregistré 7 000 demandeurs, soit deux fois plus qu'en 2016* », observe le directeur de l'Ofpra. L'Albanie, carrefour de tous les trafics !

Gérard Collomb a décidé d'activer trois leviers : « *Réduire la durée de l'étude de la demande d'asile, renvoyer plus de déboutés et s'assurer de la coopération des autorités albanaïses* », comme le précise l'entourage du ministre. Le ministre a menacé de rétablir les visas si Tirana ne contrôlait pas mieux ses flux sortants.

Agnès Buzyn, qui a « travaillé trente ans dans le secteur », reconnaît que « *la situation est désastreuse dans les établissements hospitaliers* ». La ministre des Solidarités et de la Santé estime même que, « *depuis dix ans, ça s'est dégradé de manière accélérée* ».

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, campe sur une ligne dure face à l'immigration illégale. Avec plus de 26 600 éloignements de clandestins depuis janvier, il peut espérer voir le nombre des départs d'illégaux dépasser les 28 000 en fin d'année.

Institutions

La Ville de Paris a demandé à sept maires d'arrondissements, tous issus des Républicains, de rembourser les quelque 11 000 euros d'indemnités qu'ils ont reçus pour frais de représentation, faute d'avoir pu présenter les justificatifs de dépenses nécessaires.

Frédérique Dumas, député LREM, ancienne cadre dirigeante d'Orange et membre de la commission culturelle s'est vu confier par le gouvernement la direction d'une commission chargée d'élaborer un projet de loi réformant l'audiovisuel public.

Demain, France Télévisions comptera moins de chaînes. France 4 devrait disparaître dans sa forme actuelle pour basculer en numérique sur Internet. Une réforme de France 3, adossée aux collectivités territoriales et aux télévisions locales existantes, est à l'étude. Et la fusion à terme de France Télévisions avec Radio France.

Matignon et l'Élysée examinent l'idée d'une redevance universelle : celle-ci verrait tous les Français contribuer modestement au financement de l'audiovisuel public. Les responsables de chaînes seront désormais désignés non plus par le CSA, mais par les conseils d'administration, lesquels vont être remaniés, avec une plus large représentation de professionnels.

La réforme des retraites ne fera pas l'objet d'une loi-cadre, mais le cap sera fixé par le président de la République avant une loi prévue pour 2018 ou 2019, a indiqué le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'Assurance vieillesse (Cnav) Gérard Rivière.

Le décret reportant au 1er janvier 2019 le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est paru samedi au Journal officiel.

A la mairie de Paris, les écologistes ont fait adopter une subvention de 100 000 euros ainsi qu'un lieu provisoire avant la création d'un véritable centre des archives LGBT (lesbiennes, gays, bi et transsexuels). Vous avez dit normal ?

Les élections des candidats aux législatives de Lénaïck Adam, 25 ans, en Guyane sous l'étiquette LREM et celles de Ian Boucard (LR), 29 ans, dans le Territoire de Belfort, ont été annulées.

Professeur au Collège de France, Philippe Aghion s'est attelé à la réécriture de chapitres du programme d'économie des classes de première et de terminale. Version libérale ?

Divers

François Fillon a été nommé vendredi à la présidence de la Commission constructeurs de la Fédération internationale de l'automobile (FIA). A ce poste, l'ancien Premier ministre, 63 ans, sera notamment impliqué dans la renégociation des nouveaux Accords Concorde qui devront régir la Formule 1 à compter de la saison 2021.

Le Medef a refusé lundi de modifier les règles régissant l'élection de son président, a annoncé l'organisation patronale, écartant de facto la candidature du patron de Michelin Jean-Dominique Senard pour succéder à Pierre Gattaz. L'élection du futur président aura lieu le 3 juillet 2018.

« *En imposant un vote à bulletin secret qui autorise toutes les manœuvres, Gattaz a mis la pagaille. Cela risque de se jouer à une voix près dès le premier tour* », analyse un membre du conseil exécutif.

Pour contourner un système français jugé trop compliqué et trop lent, sept jeunes sociétés françaises de bio-technologie sur dix délocalisent leurs essais cliniques vers des pays plus prompts à les autoriser. Or les innovations ne faiblissent pas dans le secteur de la santé notamment.

Tambouille macronésienne

Cire pompes. Le président du MoDem François Bayrou a loué l'action du président de la République Emmanuel Macron, « *probablement le plus mobilisateur* » des chefs d'Etat de la planète, soulignant sa jeunesse, son dynamisme ou encore son audace. Bayrou cherche casse-croûte bien exposé !

Juste avant de publier dans *Le Monde* du 21 novembre sa tribune « *Pour la laïcité, pour la France, pour Charlie, je ne me tairai jamais* », Manuel Valls a envoyé copie de son texte dans un mail à tous les députés du groupe LREM.

Réponse laconique du député de Rennes Mustapha Laabid : « *Si tu n'es pas capable de te taire, au moins retire-moi des destinataires de tes mails.* » Richard Ferrand essaie d'éteindre l'incendie. Et tu penses à quoi, Mustapha ?

Droite

Les Républicains comptaient au 15 novembre 141.000 adhérents ayant renouvelé leur cotisation en 2017, selon un responsable du parti qui table sur un effectif de 170.000 militants d'ici au 31 décembre. Fin 2015, ils étaient 238.208, soit une chute de 28 % des adhésions en deux ans.

Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a été élu dès le premier tour à la présidence des Républicains avec le score sans appel de 74,64% des voix contre

16,11% à Florence Portelli et 9,25% à Maël de Calan. La participation s'est révélée plus élevée que prévu. 98 543 adhérents se sont rendus aux urnes.

Laurent Wauquiez est élu sur un paradoxe : les cadres du parti n'en veulent pas, mais les militants, eux, l'adorent. Comme le résume un de ses proches : *« Il y a bien évidemment deux logiques qui s'affrontent. La première veut que l'on aille à la reconquête de l'électorat populaire de droite qui nous a abandonnés pour le FN, et la deuxième qui maintient qu'il ne faut pas se couper de l'électorat des centres urbains qui impose les dynamiques électorales. Il y a une synthèse à faire. »*. Affaire à suivre.

« Avec le risque pour lui de retomber dans les mêmes ornières que par le passé. A savoir qu'après les effets de manche sur les tribunes, il redescende d'un ton pour tenir un discours plus consensuel. Et déçoit donc le cœur de son électorat », constate un ancien ténor du parti, replié sur sa ville.

Laurent Wauquiez a présenté une partie de son équipe dirigeante : Virginie Calmels et Guillaume Peltier sont vice-présidents, Damien Abad, 3^e vice-président sera en charge des élections et des relations avec les centristes. Didier Geoffroy est secrétaire général délégué à la communication

Mais aussi Virginie Duby-Muller, 38 ans, députée de Haute-Savoie, fédérations ; Mathieu Darnaud, 42 ans, sénateur, élus locaux ; Fabien Di Filippo, 30 ans, député de Moselle, en charge des adhésions ; Julien Aubert, formation ; Valérie Boyer, relations avec la société civile ; Sophie Primas, relations avec les parlementaires. Porte-parole : Lydia Guirous, Gilles Platret et Laurence Sailliet.

Les bisbilles commencent. Virginie Calmels n'a semble-t-il pas supporté de ne pas être co-dirigeante des Républicains avec Wauquiez, vexée de se voir reléguer vice-présidente avec deux autres guignols. La dame est, semble-t-il, pressée d'en croquer. On se marre.

Nora Berra, 54 ans, médecin, fille d'un tirailleur algérien, s'estimant peut en phase avec la ligne de Laurent Wauquiez, quitte à son tour les Républicains. Mme Berra, ancienne secrétaire d'Etat chargée des Aînés (2009-2010), puis de la Santé (2010-2012) a été élue conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes sur la liste de Laurent Wauquiez.

Les Républicains organiseront leur Conseil national le 27 janvier à Paris. Les conseillers nationaux seront notamment chargés d'entériner la nomination par Laurent Wauquiez du secrétaire général.

Parole de Xavier Bertrand qui affirme que s'il s'était présenté contre Laurent Wauquiez, il aurait été élu. *« Mais ne vous inquiétez pas, d'ici quatre ans, l'affrontement aura lieu. Wauquiez nous aura toujours dans le paysage, Valérie et moi »,* affirme ce représentant de commerce, patron de la région Nord.

Xavier Bertrand, président de la région Haut-de-France, a annoncé lundi 11/12 sur France 2 qu'il quittait *« définitivement »* Les Républicains, en dénonçant des *« dérives »* de LR. *« Je ne reconnais plus ma famille politique alors j'ai décidé de la quitter »,* a-t-il précisé.

Il est suivi dans cette dérive par Franck Dhersin et Philippe Rapreneau, vice-présidents de la région Haut de France et Guillaume Delbar maire de Tourcoing. Rien de très sérieux. Maël de Calan et Florence Portelli, les deux perdants, entendent rester à LR.

Gauche

Le PS organisera son congrès les 7 et 8 avril prochain à Aubervilliers (Seine- Saint-Denis), a annoncé le coordinateur du parti, Rachid Temal. Pour l'heure, un seul candidat s'est déclaré, le député Luc Carvounas.

Le Média, site Internet créé à l'initiative de Sophia Chikirou, collaboratrice de Jean- Luc Mélenchon, a présenté les membres de sa rédaction, dont Aude Lancelin, ex de « l'Obs » et l'ex-député écologiste Noël Mamère. Diffusé gratuitement sur le Web, il lancera sa première émission quotidienne le 15 janvier.

Le colloque sur Pierre Mauroy n'a pas attiré les pointures le 7/12 à l'Assemblée. L'un des intervenants était pourtant François Hollande. Dans l'assistance on comptait beaucoup d'anciens, tels Henri Nallet, Edmond Hervé ou Michel Charzat, l'animateur Bruno Masure.

Seuls deux de ses ministres, Patrick Kanner et George Pau-Langevin, accompagnés du patron des députés PS, Olivier Faure, l'ont écouté gamberger sur « *ce qu'aurait donné Epinay avec des tweets* ». Edmond Hervé a-t-il compris ?

Le député socialiste Olivier Faure, les anciens de Sciences-Po et la revue *Emile* organisent le 18 décembre un colloque à l'Assemblée nationale sur le thème « *Qu'est-ce que le macronisme ?* ». Les académiciens Marc Lambron et Alain Finkielkraut et le politologue Pascal Perrineau sont notamment annoncés. Fastoche : rien !

Tweet du Nouveau parti anticapitaliste, le bazar du camarade Olivier Besancenot : « *Netenyahou a l'Elysée : la bal des affreux se poursuit* ». L'extrême gauche, comme l'extrême droite, a toujours eu un faible pour les Palestiniens.

Les ponts ne sont pas coupés entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. Au Mans, pour le lancement de *Génération.s*, des représentants de la France insoumise avaient fait le déplacement. Et Adrien Quatennens s'est même autorisé une petite bouffe avec Benoît Hamon.

Mélenchon, qui ne voit pas en quoi le drapeau européen a sa place à l'Assemblée nationale, dit le plus grand bien de l'autonomiste Gilles Simeoni, chef de l'exécutif corse, alors que ce dernier n'a que deux drapeaux dans son bureau : corse et européen.

Société

Les quelque 1.700 policiers du « Bastion », nouveau siège de la PJ parisienne, ont reçu un e-mail de leur direction leur demandant de procéder à un « *relevé de température* », trois fois par jour, dans leur locaux. « *On se gèle* », pestent les intéressés, qui se sont rués sur une vente flash de doudounes, organisée mercredi au « nouveau 36 ».

Et qui équipent massivement leurs bureaux en chauffages d'appoint, au grand dam de Vinci, concepteur de ce bâtiment certifié HQE (haute qualité environnementale) et censé faire diminuer la facture d'électricité...

Villes de France, présidée par Caroline Cayeux, maire (LR) de Beauvais, a publié un manifeste pour « *faire de la Silver économie une opportunité pour les villes de France* ». La silver économie (ou marché des seniors) regroupe l'ensemble des biens et services destinés aux personnes âgées de 60 ans et plus.

Les seniors représenteront 32 % de la population française en 2060 (soit 23,6 millions de personnes) selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Cette population constitue un potentiel de croissance : la silver économie représente aujourd'hui un marché de 92 milliards d'euros qui pourrait s'élever à 130 milliards d'euros en 2030 (+41 %). Ce marché constitue également un gisement d'emploi : son développement permettrait la création de 300 000 emplois à l'horizon 2020.

Un bricoleur en sociologie, Jérôme Fourquet, à partir d'une base de données, a pu observer 26 000 communes de moins de 1000 habitants en comparant le score de Marine Le Pen aux élections au nombre de commerces et de services en activité. Autre marqueur puissant, la poste. Là où la poste disparaît, c'est l'Etat qui se tire et Marine Le Pen qui débarque.

Résultat de cette enquête : le vote FN est d'autant plus fort que le nombre de commerces et de services est faible mais qu'inversement son intensité décline à mesure que les services augmentent.

Dans les villages les mieux lotis en petits commerces, le vote frontiste est de 9 points moins important que dans les communes totalement désertifiées. Pas tout à fait vrai cependant, car cela vaut également pour les villes moyennes et même pour les grandes métropoles dont Paris. Et c'est sans compter sur l'immigration (voir la région Paca), accélérateur du vote populiste. J'vais en toucher deux mots à Wauquiez !

Vous marrez pas, mais il y a dans notre beau pays (?) une centaine de curés exorcistes. L'un d'eux qui a officié de 1994 à 2008 avoue « *de plus ou moins 1 500 demandes par an. Cela pouvait un peu évoluer en fonction de tel ou tel film à sensation* ». Le curé reçoit-il une formation spéciale ? Que nenni, on lui refile le *Rituel de l'exorcisme et prières de supplication*, et démerde-toi pépère. Exorcisme et psychanalyse, même combat, non ?

Faits divers

L'arrivée lundi 11/12 de la tempête Ana sur le littoral français a privé en milieu d'après-midi 93.000 foyers d'électricité, en bonne partie dans le Nord- Pas-de-Calais, qui fait face à un épisode neigeux, tandis que la situation dans l'Ouest s'améliorait.

C'est Noël ! Un SDF qui zonait à l'aéroport de Roissy s'est emparé d'un sac contenant rien moins que 300 000 €. Et ce par la conjonction du hasard et du culot. La pièce où étaient entreposés des sacs contenant l'argent des commerces de l'aéroport s'est ouverte fortuitement. L'homme n'a eu qu'à se servir et à disparaître.

Il s'agit d'un homme qui traîne sur la zone depuis un moment confirme la police. Ils sont entre cinquante et cent comme lui à vivre sur l'aéroport en fouillant notamment les poubelles des hôtels de la plate-forme.

Immigration / islam

Après le scandale international né de la diffusion d'images de marchés aux esclaves dont sont victimes des migrants noirs d'Afrique subsaharienne en situation illégale en Libye, l'Union africaine (UA) a annoncé son intention de rapatrier dans leur pays d'origine 20 000 migrants réfugiés en Libye, dans les six prochaines semaines.

Près de huit clandestins sur dix interpellés dans l'Union européenne refusent que leurs empreintes soient relevées, empêchant de facto l'application des accords de Dublin, donc leur renvoi vers le pays par lequel ils sont entrés. Une information qui figure dans un rapport du sénateur Buffet. Selon notre sénateur, 75 000 illégaux se maintiennent sur le territoire français malgré la mesure d'éloignement prononcée à leur encontre.

Ecologie/ Sciences

Bercy a très largement étendu dimanche 10/12 les mesures de retrait et rappel de produits infantiles fabriqués par le groupe laitier Lactalis à Craon (Mayenne), en raison d'un risque de contamination par des salmonelles. Bercy estime en effet que les mesures prises par Lactalis depuis le précédent rappel ne sont « pas de nature à maîtriser le risque de contamination ». ce qui est proprement scandaleux.

La fusée Ariane a mis sur orbite à 23 000 kilomètres d'altitude les quatre satellites destinés à s'ajouter aux 18 de la constellation Galileo tournant déjà autour de la terre et dont le but est de nous débarrasser du GPS américain. Mais l'accouchement est douloureux.

Selon *Frontiers in Physiology*, l'espèce humaine aurait atteint ses limites quant à sa taille, sa durée de vie et ses performances physiques. Le changement climatique et la pollution ne pourraient que les faire régresser.

Les relations demeurent conflictuelles entre le gouvernement et les éleveurs pastoraux au sujet du loup. Un plan d'action pour la période 2018-2023 doit entrer en vigueur qui ne satisfait pas les éleveurs. En 2017, 11 000 animaux d'élevage ont été tués par les loups. Et les mesures de protection ont déjà coûté 22, millions €.

Economie

Le déficit commercial de la France s'est à nouveau creusé en octobre pour atteindre 5 milliards d'euros, contre 4,7 milliards le mois précédent, en raison d'une forte hausse des importations ont annoncé hier les Douanes. Sur douze mois, le déficit cumulé de la France atteint 61 milliards d'euros, contre 48,1 milliards en 2016.

La France est le pays dont le niveau de fiscalité est le plus élevé dans l'Union européenne en 2016 selon Eurostat. Le ratio recettes fiscale/PIB, c'est-à-dire la somme des impôts et des cotisations sociales nettes en pourcentage du PIB, s'élève à 47,6 % en France, contre 47,3 % au Danemark et 46,8 % en Belgique.

La Mutualité sociale agricole (MSA) a commis une erreur dans le versement des pensions de plus de 250 000 agriculteurs retraités auxquels elle réclame le remboursement des sommes indues. Les victimes de cette erreur ont perçu 346 € en moyenne. Une somme importante au regard des pensions équivalentes à 75% du Smic, soit 885 €.

Atos, le groupe de services informatiques dirigé par Thierry Breton, a lancé une OPA sur le champion français de la carte à puces Gemalto. Une opération à plus de 4 milliards d'euros pour créer un grand groupe français, et européen, du numérique. Refus de Gemalto qui en veut plus.

Les ministres des Finances des cinq principales économies européennes ont écrit une lettre d'avertissement à Donald Trump. Ils considèrent que si sa réforme fiscale était adoptée, ce serait une forme de concurrence déloyale et que l'Europe serait dans l'obligation de prendre des mesures de rétorsion, notamment commerciales.

La SNCF prévoit encore de supprimer des emplois en 2018, environ 2 000 selon le projet de budget annuel présenté hier au comité central du groupe public ferroviaire, a-t-on appris auprès des syndicats, qui ont tous rendu un avis négatif. L'entreprise publique compte actuellement quelque 148 000 salariés (hors filiales).

Le géant américain de la location entre particuliers Airbnb a généré l'an dernier 750 millions d'euros de revenus en France, sur lesquels il a touché environ 15 % de commission. Ces revenus, qui progressent de plus de 50 % par an, représentent près de la moitié du chiffre d'affaires d'AccorHotels en France (1,6 milliard d'euros en 2016).

Culture / médias

François Heran, 64 ans, ancien directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), a été nommé professeur au Collège de France sur la chaire « Migrations et sociétés ». C'est un pur spéculateur sur la notion même d'immigration qu'il étudie comme fait de société.

Depuis la sortie de Macron sur l'audiovisuel public (« une honte »), et l'économie exigée de 50 millions d'euros, ça grince à France Télévisions. Va-t-on assister enfin à un grand déballage ? Un proche de Delphine Ernotte balance à Libé : « « *S'ils continuent [les syndicats, ndlr], je balance tout, les salaires des uns et des autres, les jours de congés et de RTT, le nombre de chefs.* »

En octobre 2016, un rapport de la Cour des comptes mettait en lumière le problème du « surencadrement » à France Télévisions. Les magistrats financiers observaient ainsi que le nombre de cadres parmi les personnels techniques et administratifs atteignait 79 % (4 746 sur 6 013) en 2014, tandis que 26 % des journalistes étaient « affectés à des fonctions de coordination et d'encadrement » en 2015 – année de l'arrivée aux commandes de Delphine Ernotte.

Coût salarial global de France Télévisions, 982 millions d'euros quand 1,013 milliards d'euros sont dédiés aux programmes. La rémunération médiane est de 40 230 euros, et 1415 salariés palpent 70 000 euros. « *Quand tu obtiens le titre de rédacteur en chef et les avantages qui vont avec, c'est à vie* », note un bon connaisseur du dossier. Du coup, on part le plus tard possible à la retraite. Moyenne d'âge du bazar : 48 ans !

Delphine Ernotte, la présidente de France Télévisions, prépare un important plan d'économies qu'elle détaillera le 21 décembre. D'ici là, elle aura fait face à une assemblée générale le 11 décembre, au vote d'une motion de défiance le 12, à une grève le 13.

TF1 lorgne de plus en plus sur Internet. Après avoir racheté MinuteBuzz, le groupe lorgne sur Aufeminin appartenant au groupe allemand Axel Springer dont il pourrait racheter la part de 78,43%. Lequel site détient également Marmiton (cuisine) et My Little Paris.

Marie-Eve Malouines, 56 ans, se présente pour un second mandat à la présidence de La Chaîne Parlementaire-Assemblée nationale (LCP-AN). « *J'ai toujours dit que je serais candidate à un second mandat* » a-t-elle expliqué, précisant vouloir « recentrer » la chaîne sur le travail parlementaire, après une année d'élection présidentielle.

Etonnant. Le groupe automobile Renault va prendre 40% du capital du groupe de presse de Claude Perdriel (*Challenges, Sciences et avenir, Historia*), soit 5 millions d'euros. Raison majeure : les voitures sont de plus en plus connectées sur Internet.

Mains baladeuses ? L'inspection du travail a été saisie de plusieurs cas de harcèlement moral à *L'Obs*. Une situation insupportable dans un journal de gauche, estime l'éditorialiste Jean Daniel, qui s'en est ému en interne, fragilisant le directeur de la rédaction Matthieu Croissandeau.

Google et Facebook cumulent 25% du total des revenus publicitaires dans le monde.

C'est le médiéviste Michel Zink qui a été élu à l'Académie française au fauteuil de René Girard. L'homme n'est pas étranger au Quai Conti puisqu'il est déjà le secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles lettres. Né en 1945, ce professeur au Collège de France a également officié sur France Inter où il a fait revivre, en 2014, le Moyen Age et qui a connu un franc succès.

Europe

Union européenne. La première visite depuis vingt-deux ans d'un premier ministre israélien à Bruxelles n'a pas été chaleureuse, lundi 11 décembre. M. Nétanyahou a dénoncé, avant son arrivée dans la capitale belge, « *l'hypocrisie* » et le « *deux poids, deux mesures* » des Européens qui, déplore-t-il, critiquent la reconnaissance, par Donald Trump, de Jérusalem comme capitale israélienne.

Usant d'un ton très diplomatique, mais néanmoins ferme, Federica Mogherini a répliqué en indiquant à son interlocuteur que la position européenne était la seule solution réaliste : la coexistence des deux Etats, avec Jérusalem comme capitale.

Espagne. Les choses ne s'arrangent pas entre Madrid et les Catalans. 44 pièces ont été exfiltrées d'un trésor d'art acquis, dans des circonstances qui posent problème, par le gouvernement catalan. L'Aragon, qui considère cet ensemble comme partie de son patrimoine historique, en demande la restitution. La justice lui a donné raison. Mais depuis son exil bruxellois, le président catalan destitué, Carles Puigdemont, crie à la «spoliation».

Norvège. Le prix Nobel de la paix a été remis à Oslo à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) sur fond de « menace imminente » en Corée du Nord. N'importe quoi !

Coalition regroupant des centaines d'ONG à travers le monde, ICAN a œuvré en faveur d'un traité d'interdiction de l'arme atomique, adopté en juillet par 122 pays. Historique, ce texte est affaibli par l'absence des neuf puissances nucléaires parmi les signataires.

Belgique. Une manifestation en soutien à l'indépendance de la Catalogne a rassemblé 45 000 personnes à Bruxelles, selon la police belge. Défilant aux cris de : « Europe, réveille-toi ! », les indépendantistes ont reproché aux institutions européennes leur passivité face au sort de leur région.

Allemagne. Martin Schulz a été réélu à la tête du Parti social-démocrate allemand avec 81,9 % des voix, un score quelque peu décevant alors qu'il était le seul candidat en lice. Les députés sociaux-démocrates ont donné leur feu vert à l'ouverture de discussions gouvernementales avec Angela Merkel pour tenter de sortir l'Allemagne de l'impasse politique.

A Berlin, trois drapeaux israéliens ont été brûlés au pied de la porte de Brandebourg, devant l'ambassade des Etats-Unis, lors d'une manifestation réunissant environ 1 200 personnes. Dix personnes ont été arrêtées. Motif : la reconnaissance de Jérusalem comme capitale par Trump. Rebelote dimanche 10/12 où 2500 personnes ont défilé dans le quartier de Neukölln, agitant des drapeaux turcs et palestiniens.

Royaume-Uni. 5 321 citoyens européens ont été expulsés du Royaume-Uni en un an - soit 15 par jour. Une hausse de 13 % par rapport à l'année précédente, et de... 340 % depuis 2010. C'est un effet de la stratégie délibérée pour instaurer un « environnement hostile » à l'immigration, adoptée par Theresa May alors ministre de l'Intérieur de 2010 à 2016.

Dans la procédure en vigueur pour obtenir le statut de résident permanent, 27 % des dossiers d'Européens sont refusés et 10 % font l'objet d'erreurs administratives. De nombreux candidats rejetés ont reçu des lettres les menaçant d'expulsion. Lassés par cette hostilité nombre d'Européens quittent d'eux-mêmes le pays.

Russie. C'est un projet hors norme, au bout du monde : la Russie inaugure son gigantesque site gazier Yamal, en Sibirie arctique, érigé dans des conditions climatiques et géologiques extrêmes, avec la participation du groupe français Total (20%) et de la Chine 20%).

Ce projet à 27 milliards de dollars, un des plus vastes et ambitieux du monde dans le secteur, vise à construire en trois étapes une usine de liquéfaction de gaz permettant de produire à terme 16,5 millions de tonnes par an à partir de 2019.

Vladimir Poutine a ordonné, lors d'une visite surprise en Syrie, le retrait d'une « partie significative » des forces russes dans ce pays. Le président russe a été accueilli sur la base russe d'Hmeimim par le président syrien Bachar Al Assad. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, n'a pas révélé combien des 5.000 soldats russes demeureront sur place.

International

Maroc. Le Maroc a signé un protocole d'accord avec le constructeur automobile chinois BYD pour l'implantation d'une usine de voitures électriques près de Tanger (nord), la première du genre dans ce pays. Après les groupes français Renault et Peugeot, BYD ("Build Your Dreams") est le troisième constructeur automobile à poser pied dans ce pays du Maghreb.

Egypte. Avec la Russie, les autorités égyptiennes ont signé au Caire le contrat final pour la construction de la première centrale nucléaire dans le nord du pays. Il s'agit de quatre réacteurs nucléaires de 1200 mégawatts chacun. Coût de l'opération : 30 milliards de dollars.

Australie. Canberra s'est finalement décidée à prendre des mesures contre les interférences étrangères. Depuis des années, la Chine profite des failles de la législation australienne, qui autorise notamment les donations internationales à ses partis politiques, pour approcher les élites du pays afin de servir ses intérêts stratégiques.

Le chef du renseignement, Duncan Lewis, a prévenu le Parlement que l'ingérence étrangère atteignait un « *niveau sans précédent* ». En cause, le milliardaire chinois Xiangmo, magnat de l'immobilier installé à Sydney et le sénateur Sam Dastyari qui a bénéficié de ses largesses.

Ce dernier est intervenu, entre autres, quatre fois auprès du ministère de l'immigration pour faire avancer des demandes de naturalisation et prévenu son mentor que son téléphone était sur écoute.

Sam Dastyari, comme aveuglé par la générosité de ce proche de Pékin, a semblé oublier qu'il avait été élu pour défendre les valeurs et les intérêts de son pays estime la chaîne ABC. Mais il n'est pas seul en cause, loin s'en faut. D'anciens ministres sont également mouillés.

Etats-Unis. Un homme de 27 ans, originaire du Bangladesh, avait fait exploser une bombe artisanale qu'il portait sur lui dans un couloir du métro new yorkais, bondé, reliant 200 centres névralgiques des transports de la ville. On compte trois blessés. Donald Trump est monté au créneau pour proposer une réforme de la politique migratoire.

Cette attaque est la seconde survenue à New York en moins de deux mois. Fin octobre, un attentat au camion-bélier perpétré par un Ouzbek dans le sud de Manhattan avait fait huit morts et une douzaine de blessés.

Le refus de Donald Trump d'adhérer à la COP 21a eu pour effet de mobiliser tout le secteur non-gouvernemental – banques, assurances, fonds de pension, villes, Etats fédérés, entreprises – et au-delà. Au point de rendre assez ardue la comptabilisation des engagements pris pendant ce rendez-vous international organisé à l'initiative d'Emmanuel Macron.

Le candidat républicain au Sénat, Roy Moore, de l'Alabama et soutien de Donald Trump a subi un revers face au démocrate Doug Jones. Une courte victoire de 49,9% pour le démocrate contre 48,4% au républicain. Un désaveu pour Trump dans un Etat qui a toujours été acquis aux républicains.

La diplomatie américaine a procédé à un revirement mardi 12 décembre en se disant prête à discuter avec la Corée du Nord « *sans condition préalable* ». Condition qui consistait alors à exiger la dénucléarisation de la Corée du Nord. Ce qui, en effet, n'est plus d'actualité aujourd'hui suite aux nombreux essais balistiques. Affaire à suivre.

Être de droite aux yeux de la gauche

Par Mathieu Bock-Côté*



La victoire massive de Laurent Wauquiez n'a surpris personne : elle était annoncée et prend même la forme d'un plébiscite d'acclamation. L'homme s'est présenté comme le seul capable de marquer une opposition franche au macronisme et promet d'amener la droite à renouer avec son propre imaginaire. Wauquiez prétendait incarner une droite ne se contentant pas de désaccords gestionnaires avec le macronisme mais lui opposant une autre philosophie politique. Au fil de sa campagne, il s'est surtout démarqué par son désir d'incarner une forme de bonapartisme conservateur qui rappelle l'ancien RPR, notamment en assumant sans gêne la question identitaire. À plusieurs reprises, il a résumé sa vision ainsi : il ne faut pas que la France change de nature. La vocation de la droite serait justement de défendre le droit de la France de persévérer dans son être historique contre ceux qui ne voudraient y voir qu'un espace administratif neutre traversé par un flux insaisissable régulé exclusivement par les droits de l'homme.

Et c'est justement ce que lui reprochent les médias et, plus particulièrement, les journalistes de gauche, qui sont souvent de gauche avant d'être journalistes. Bien souvent, ils décrivent moins la réalité qu'ils ne décrivent ceux dont ils parlent tellement le vocabulaire qu'ils utilisent pour analyser leur politique est chargée. Ils révèlent ainsi le dispositif idéologique qui inhibe souvent la droite française en la poussant à se penser dans des catégories faites pour la neutraliser. C'est ainsi que Wauquiez a été présenté comme le représentant inquiétant d'une droite décomplexée, sans qu'on ne se rende compte de la portée de cette expression. En creux, on comprend que la seule droite légitime est celle qui serait complexée et qui consentirait à se placer sous la surveillance idéologique de la gauche, pour éviter de succomber à ses pires travers. Laisse à elle-même, la droite canaliserait les pulsions que la civilisation travaillerait à refouler. Tel est le sens de la fameuse méfiance à propos de la droitisation.

Si la gauche médiatique conserve un pouvoir immense, c'est bien celui de déterminer les critères de respectabilité pour ceux qui veulent évoluer dans l'espace public : c'est elle qui distingue entre la droite humaniste et la droite dure, entre le conservatisme et l'ultraconservatisme, entre ceux qui sont fréquentables et ceux qui ne le sont pas. Ces catégories ne sont pas là pour décrire le réel mais pour décrier les opposants. C'est la stratégie de l'étiquetage idéologique et, souvent, elle fonctionne. Une bonne partie de la droite a intériorisé ces critères et s'y plie avec zèle. Pour se faire bien voir du camp d'en face, elle ne cessera de s'inquiéter des dérives de son propre camp : le système médiatique lui accordera le privilège de la conscience morale, elle sera la gardienne de l'âme de la droite. C'est la gauche médiatique qui décidera à quelle condition la droite est légitime et à quel moment elle ne l'est plus. Elle trace le cercle de la respectabilité républicaine et se donne ensuite le droit de décréter qui en sort ou pas. Naturellement, c'est elle aussi qui décrète ce qui fera scandale ou non en distinguant ce qui relève de l'audace et du dérapage. C'est dans cet esprit, aussi, que la médiasphère progressiste distinguera entre les thèmes politiques respectables et ceux qui seraient sulfureux et dangereux. La droite, pour demeurer médiatiquement admissible, devrait s'en tenir aux premiers et désavouer les seconds. Concrètement, elle devrait consentir au primat de l'économique et à une forme de pensée gestionnaire assez rudimentaire et rejeter la question identitaire, réservée à l'extrême droite et à ceux qui seraient tentés par elle.

Mais cette répartition des thèmes et des rôles est piégée et insensée. C'est justement parce que la droite a abandonné progressivement la question identitaire et la question civilisationnelle au populisme que ce dernier est parvenu à croître, en se présentant comme le principal vecteur des angoisses populaires devant la décomposition de la communauté politique et du lien social sous la pression du multiculturalisme et de la mondialisation.

Une étrange logique est à l'œuvre. À partir du moment où le Front national s'est emparé de ces thèmes, ils lui appartiendraient à jamais. La droite n'est plus autorisée à récupérer le territoire idéologique et politique qu'elle aura d'abord concédé à la fois par peur et par bêtise : il appartiendrait pour toujours à la droite populiste et qui s'y aventurera se soumettrait à sa domination idéologique. Il ne sera plus permis, pour les partis de gouvernement, de s'inquiéter pour les fondements historiques et identitaires du pays et de parler d'identité ou d'immigration. C'est ainsi qu'on disqualifie moralement des besoins fondamentaux de l'âme humaine comme l'enracinement et l'aspiration à la continuité historique. On les présente comme autant de symptômes d'une pathologie régressive, celle du repli sur soi qui pousserait à la crispation identitaire.

Quoi qu'on pense de la sincérité de Laurent Wauquiez, c'est ce dispositif médiatique qui a cherché à présenter sa campagne de manière plus qu'inquiétante et qui l'inscrit sous le signe du procès permanent. La droite, à moins de se contenter d'être un non-gauche, doit sans cesse se justifier d'exister et faire la preuve de sa compatibilité avec la démocratie et la République. Elle doit s'en tenir au petit espace comtable qu'on lui réserve et donner des gages de respectabilité à répétition, en espérant se faire décerner un certificat d'humanisme. Si elle joue le rôle pénitentiel qu'on lui réserve dans ce dispositif médiatique, elle est condamnée à perdre. On comprend dès lors que Wauquiez soit traité comme un voyou par la médiasphère progressiste : il transgresse tous les codes sur lesquels repose son hégémonie. Reste à voir s'il ne s'agissait que de la transgression d'une saison.

(source : *Le Figaro* 12/12/2017)

(*) *Mathieu Bock-Côté est sociologue, essayiste et enseignant au Québec. Dernier ouvrage paru, Le Nouveau régime : essais sur les enjeux démocratiques actuels, Boréal, 2017.*

Sites à consulter

TVLibertés...la meilleure

[Immigration, un flot continu... par Jean-Yves Le Gallou](#)

[les Chinois envahissent nos campagnes](#)

[l'immigration ! vous avez dit une chance ?](#)

[en Italie, l'extrême droite monte au créneau contre l'immigration](#)

[carnets d'Outre-Rhin](#)

[Un docu hallucinant de la Caisse des allocations familiales du Limouin](#)

[Richar Millet sur la mort de la France blanche](#)

[Le Media, la web téléche de Melenchon](#)

[bande annonce de la webtélé russe RT en français](#)

[député LREM c'est la galère](#)

[la guerre du gaz...votons russe](#)

Journées de lecture

Chronique de l'islamisation ordinaire de la France, par François Billot de Lochner, éd. Pierre-Guillaume de Roux, 300 p., 23€

« Mon livre a pour objectif de dévoiler la pensée des leaders musulmans français, européens ou mondiaux, en partant de ce qu'ils disent sur l'islamisation du monde. Depuis plus d'un demi-siècle, tout ce qu'ils disent ou écrivent va dans le même sens : la France deviendra islamique dans un court délai. » De fait, la France est en état d'urgence en raison des attentats de janvier, puis de novembre 2015, qui nous ont ébranlés et ouvert violemment les yeux sur la réalité du fait islamique : une idéologie totalitaire à peine cachée derrière le paravent de la religion, organisée en réseau et autorisée par la lâcheté, voire la compromission, de nos responsables politiques de gauche comme de droite.

La pensée de Johnny, par Fiona Levis, Pierre-Guillaume de Roux éd., 253 p., 20,9 €

Avec la révolution yéyé, il lance dès les années soixante, en pleine guerre froide, l'hédonisme des vaincus, le divertissement des masses, les hymnes à la fraternité universelle et le jeunisme moralisateur qui triomphent aujourd'hui dans la mondialisation. Voici la première étude

analytique consacrée au dernier grand timonier des Français. Une bonne réflexion sur celui qui incarna malgré lui les maux d'une civilisation. Mais moins sacrificiel qu'Elvis Presley.

Autopsie d'un clash annoncé, par Hubert de Mesmay, Synthèse nationale éd., 290 p., 23 €

Le Néo FN a renié les fondamentaux et sacrifié les fondateurs, au premier rang desquels Jean-Marie Le Pen. En quelques années, il a voulu devenir un « parti comme les autres ». Mais le FN n'était pas fait pour être un parti comme les autres. Résultat : il a raté son rendez-vous avec le peuple de France. La « dédramatisation » n'aura donc servi à rien... C'est cette chute qu'analyse dans ce livre d'actualité Hubert de Mesmay, cadre historique du FN et ancien conseiller régional de PACA.

[A commander ici](#)

Henry de Monfreid, impossible grand père, par Guillaume de Monfreid, Ed Glénat, 524 p., 22 €

On a un peu oublié ce grand aventurier du 20^e siècle qui défraya bien des chroniques dans une France coloniale. De ce fait, on a raconté un peu tout et n'importe quoi sur l'homme apprécié aussi bien par Teilhard de Chardin que Joseph Kessel. « *C'est Kessel qui m'a foutu en littérature* » aimait-il à dire. Bon écrivain, curieusement il s'appréciait surtout comme peintre. Son petit-fils a décidé de prendre la plume pour cerner ce grand-père au plus près d'une certaine vérité et tordre le cou à quelques légendes.

Correspondance 1925-1944 Drieu la Rochelle Jean Paulhan, Ed. Claire Paulhan, 352 p., 36 €

« *Nos relations sont étranges, écrit-il à Paulhan le 12 décembre 1942 : j'ai pour vous une véritable dilection qui m'est venue assez tard, à l'usage, peu avant 1939, et en même temps je pense que nous sommes ennemis et que nous nous combattons.* » C'est la partie la plus passionnante de cette correspondance, à savoir l'Occupation. « *Pour Drieu, Paulhan n'était pas un résistant, pour Paulhan, Drieu n'était pas un collaborateur* », estimait André Malraux ami des deux écrivains.

Le vin des rues, par Robert Giraud, Le dilettante, 288 p., 19 €

On salue cette réédition augmentée et bienvenue du *Vin des rues*, de Robert Giraud (1921-1997). Bob, pour les intimes, est ce dipsomane d'élite et ce journaliste limousin, monté à Paris en 1946 afin de se livrer à ses activités préférées : écrire de la poésie, étudier minutieusement l'argot et naviguer, la nuit de préférence, de bistrot en bistrot avec des clochards, des trimardeurs et autres âmes perdues. Il rend simplement ce monde disparu, ses grandeurs et ses malheurs, ses épopées minuscules et ses défaites secrètes dans le Paris-Atlantide des années cinquante.

